



► **SABER BOUTAYEB**
Le Maroc face au test de la
souveraineté sanitaire



► **ÉPIDÉMIO SURVEILLANCE**
Le Maroc peut-il mieux anticiper
les prochaines menaces ?

TEL QUEL IMPACT

JUILLET 2025

GIGALAB.TELQUEL.MA

"LA CAN 2025 DOIT AUSSI ÊTRE UN SUCCÈS SANITAIRE"

**KARIM ZAHER,
PDG DE GIGALAB**

Alors que l'Afrique cherche à renforcer sa souveraineté sanitaire, Gigalab, sous l'impulsion de son PDG Karim Zaher, veut faire du Maroc un leader régional de l'innovation médicale. L'enjeu : produire localement, anticiper les crises, et bâtir une indépendance stratégique face aux menaces sanitaires.



CAN 2025

Le test de la souveraineté sanitaire

À QUELQUES MOIS DE LA CAN 2025, LE MAROC AFFINE SES DÉFENSES SANITAIRES. DANS UN MONDE OÙ VIRUS ET MOBILITÉS CIRCULENT À GRANDE VITESSE, RENFORCER SA CAPACITÉ DE DIAGNOSTIC, DE VEILLE ET DE RÉACTION DEVIENT UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ.

À Rabat, au cœur du campus de la Fondation Mohammed VI pour la Science et l'Innovation, les allées du Centre Mohammed VI pour la Recherche et l'Innovation (CM6RI) bruissent d'activités. Ingénieurs, biologistes, infectiologues et techniciens de laboratoire planchent sur des tests rapides "made in Morocco", capables de détecter des agents pathogènes spécifiques à l'environnement africain. Ici, on ne parle pas d'innovation pour briller, mais d'innovation pour protéger. Car pour le Maroc, la souveraineté sanitaire n'est plus un concept théorique. Elle s'incarne dans des dispositifs concrets : tests de dépistage localement développés, formations continues en épidémiologie, cartographies de risques, simulations sanitaires. "Il ne s'agit pas seulement de répondre à une urgence. Il faut pouvoir détecter, anticiper et agir avec des outils qui nous appartiennent", souligne Saber Boutayeb, directeur général du CM6RI.

Depuis quelques années, ce centre pilote de la Fondation œuvre à poser les fondements d'une capacité nationale d'anticipation épidémique, en tissant des liens étroits avec les acteurs industriels marocains et les instances publiques.

L'enjeu : renforcer l'autonomie du pays dans un contexte de risques sanitaires croissants – recrudescence des zoonoses, effets du dérèglement climatique, intensification des mobilités internationales. Une vision cohérente avec l'approche One Health, encore timide mais de plus en plus intégrée dans les cercles scientifiques et institutionnels.



DES STADES AUX LABORATOIRES : LA CHAÎNE DE VIGILANCE À L'ÉPREUVE

À l'horizon, la CAN 2025 agit comme un révélateur. L'événement réunira des dizaines de milliers de visiteurs, d'équipes et de délégations, mobilisant des points d'entrée multiples sur l'ensemble du territoire. Ports, aéroports, zones transfrontalières : autant d'espaces où l'on teste, où l'on filtre, où l'on surveille. "La CAN constitue une opportunité réelle de tester la solidité de notre réponse sanitaire. Elle met en lumière les efforts déjà engagés, mais surtout l'importance d'une coordination fluide entre institutions, laboratoires et terri-

toires", analyse Boutayeb. Ce chemin vers l'autonomie passe aussi par un soutien assumé à l'innovation locale. Les initiatives privées ne manquent pas, mais elles ont besoin d'un cadre structurant : incitations à la production, accès aux marchés publics, reconnaissance réglementaire. "Avec un soutien à l'effort industriel par des mécanismes adaptés, le Maroc peut devenir une référence en Afrique en matière de diagnostic et d'épidémiologie", affirme Boutayeb.

Plus qu'un défi, c'est une trajectoire que le Royaume trace avec rigueur. Elle repose sur une alliance entre science, industrie et volonté politique. Et si la pandémie a servi d'électrochoc, c'est désormais à la lumière d'enjeux futurs – comme la CAN – que se joue la crédibilité d'une souveraineté sanitaire pleinement assumée. ■

TELQUEL IMPACT

Notre rédaction met son savoir-faire journalistique au service de partenaires engagés. Pour ce focus sur GIGALAB, nous relayons de manière rigoureuse et transparente leur vision d'une souveraineté sanitaire portée par l'innovation locale.

SUPPLÉMENT GIGALAB 2025 - gigalab.telquel.ma

Directeur du projet : Rachid Jankari - **Rédacteur en chef :** Zakaria Choukrallah
Rédaction : Safae Hadri - **Photos :** Yassine Toumi, DR - **Direction Artistique :** Wassim Wahid
Correction : Abdelmoula Arafa - **Web designer :** Omar Ridmy
Community manager : Kaoutar El Bakkali, Kaoutar Tarik

Le Maroc peut-il mieux anticiper les prochaines menaces ?

FACE AUX RISQUES SANITAIRES ÉMERGENTS, LE MAROC CHERCHE À RENFORCER SES CAPACITÉS D'ALERTE ET DE RÉPONSE. SI DES PROGRÈS ONT ÉTÉ RÉALISÉS DEPUIS LA PANDÉMIE, LE SYSTÈME D'ÉPIDÉMIOLOGIE RESTE ENCORE TROP FRAGMENTÉ POUR GARANTIR UNE ANTICIPATION EFFICACE.

C rises virales, mobilités humaines, événements de masse : la pandémie de Covid-19 a rappelé combien la capacité à surveiller les risques sanitaires est un enjeu de souveraineté. Depuis, le Maroc a engagé plusieurs réformes, mais des défis majeurs subsistent.

"L'épidémiologie est un écosystème complet, une chaîne de valeur allant de la veille à la réponse, incluant la logistique, la formation, la coordination intersectorielle et les outils d'intervention", explique le professeur Jaâfar Heikel, épidémiologiste et spécialiste des maladies infectieuses. Selon lui, les acquis de la crise du Covid-19 doivent servir de socle à une stratégie plus cohérente, incluant l'ensemble des acteurs de la santé publique et privée. Des avancées ont été réalisées : création de réseaux de recherche régionaux, renforcement de certaines capacités hospitalières, production locale de dispositifs de diagnostic, et coopération accrue avec les agences africaines et internationales. Mais ces efforts restent fragmentés, faute d'une vision systémique partagée. *"Il manque une coordination nationale forte, un cadre intégré où hôpitaux, laboratoires, autorités territoriales et institutions publiques puissent partager rapidement l'information",* pointait à ce titre le Dr Kohen Jamal Eddine, réanimateur et président de la Société Marocaine d'Anesthésie, d'Analgésie et de Réanimation (SMAAR). Selon lui, la surveillance reste encore trop centrée sur les grandes épidémies, alors que d'autres menaces, plus diffuses, échappent au radar.

DES POINTS D'ENTRÉE SOUS HAUTE VIGILANCE

Autre point critique : les points d'entrée du territoire. Dans un pays touristique, carrefour de mobilités africaines et méditerranéennes, les ports,



Dr Kohen Jamal Eddine



Pr Jaâfar Heikel

aéroports et frontières terrestres constituent autant de zones sensibles. Or, les dispositifs de dépistage qui y sont déployés restent souvent temporaires, activés en réaction aux crises. À l'approche de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, la question prend une acuité particulière. *"Le Maroc a acquis une capacité de mobilisation intersectorielle précieuse pendant la pandémie. Il faudra l'activer pleinement pour anticiper les risques sanitaires liés aux grands événements",* souligne le Pr Heikel. Cela suppose des protocoles clairs, des moyens logistiques dédiés et une mobilisation des ressources humaines formées. Enfin, la question industrielle n'est pas anodine. Pour consolider l'autonomie du Maroc, encore très dépendant des importations, il est nécessaire de soutenir les acteurs locaux capables de développer des outils de

diagnostic rapides et adaptés aux réalités du terrain. Cela suppose un appui institutionnel clair, une reconnaissance réglementaire, et une meilleure articulation avec les besoins de santé publique.

En somme, le Maroc progresse, mais il lui reste à transformer les initiatives fragmentées en un dispositif cohérent, résilient et réactif, capable de faire face aux menaces sanitaires de demain. ■

KARIM ZAHER

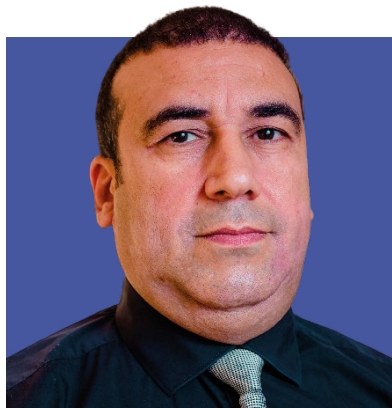
"Il faut faire confiance à la rigueur, l'expertise et la capacité à innover"

PIONNIER DES TESTS MÉDICAUX FABRIQUÉS LOCALEMENT, LE PATRON DE GIGALAB DÉFEND UNE VISION AUDACIEUSE POUR LA SOUVERAINETÉ SANITAIRE DU MAROC.

DE LA FABRICATION DE TESTS PENDANT LA PANDÉMIE À SA STRATÉGIE D'EXPORTATION VERS L'AFRIQUE, EN PASSANT PAR SES PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR LA CAN 2025, KARIM ZAHER DÉVOILE LES DÉFIS, LES AMBITIONS ET LES LEVIERS D'UNE INDUSTRIALISATION MÉDICALE 100 % MAROCAINE.

Où en est le Maroc dans sa quête de souveraineté sanitaire, notamment dans le secteur des dispositifs médicaux ?

Nous sommes encore loin de cet objectif. Plus de 90 % des dispositifs médicaux utilisés au Maroc sont importés. La volonté politique existe, mais elle ne s'est pas encore traduite par un écosystème industriel solide. Il manque un cadre propice à la production locale, qui passe par la formation, la recherche, des partenariats, et surtout une commande publique favorisant les acteurs nationaux. La souveraineté sanitaire ne consiste pas à produire quelques articles : c'est une démarche intégrée nécessitant une stratégie de long terme. Gialab s'inscrit dans cette dynamique. Depuis 2021, nous disposons d'une usine à Casablanca pour un investissement de 50 millions de dirhams. Elle emploie 60 personnes hautement qualifiées et affiche un chiffre d'affaires avoisinant les 50 millions de dirhams, en croissance à deux chiffres. Un nouveau site industriel est en cours à Benslimane. Dédiée à l'export, il sera opérationnel en 2027. Pour accompagner son développement, l'entreprise est aussi en discussions avec plusieurs investisseurs.



Comment Gialab contribue-t-il à réduire la dépendance du pays ?

Nous avons compris, durant la pandémie, à quel point il était vital de renforcer notre autonomie sanitaire. Notre premier test salivaire a marqué une étape importante. Depuis, nous avons développé des tests pour le monkeypox, la malaria, le VIH, les hépatites – mais aussi pour le streptocoque, afin de lutter contre l'antibiorésistance, ainsi que des tests de grossesse. L'idée reste la même : anticiper les risques, garantir une réactivité nationale et proposer des solutions adaptées aux réalités locales.

Le test de Gialab pour le monkeypox est aujourd'hui utilisé dans les postes frontières. Qu'est-ce qui vous permet d'être aussi réactifs ?

Notre force, c'est la maîtrise de la chaîne de valeur. Je suis biologiste immunologiste, ce qui nous donne un avantage dans la compréhension des composants. Nous avons aussi tissé des partenariats fiables à l'international. Par exemple, notre test monkeypox a obtenu une sensibilité de 75 % dans un rapport indépendant en RDC, quand des tests européens plafonnaient à 15 %. Cela prouve qu'un acteur africain peut proposer un produit plus performant que les standards internationaux. Il faut que cette compétence soit reconnue et soutenue.

Gialab ne se limite pas aux tests, vous produisez aussi des milieux de culture. Pourquoi ce choix ?

Nous sommes aujourd'hui les seuls au Maroc à proposer une gamme complète autorisée par le ministère de la Santé. Ces milieux sont uti-



lisés dans les analyses médicales, mais aussi dans les secteurs agro-alimentaire et pharmaceutique. Pendant la pandémie, les laboratoires marocains ont connu des ruptures liées aux importations. Depuis 2022, nous avons comblé ce vide avec une solution locale fiable. Tous les grands laboratoires de microbiologie nous font aujourd'hui confiance. C'est une avancée vers l'autonomie technique.

Quels sont les freins à l'émergence d'une véritable industrie du dispositif médical au Maroc ?

Le nerf de la guerre, c'est le marché. Un industriel peut investir, mais si l'administration continue d'attribuer les marchés publics à des importateurs, cela freine la dynamique locale. Il faut instaurer une préférence nationale claire dans les appels d'offres. Pourquoi ne pas réserver 20 à 25 % des enveloppes aux producteurs marocains ? Tant qu'il n'y aura pas cette orientation, les industriels hésiteront. Le financement n'est pas le problème – les banques peuvent suivre – mais l'absence de débouchés. Le marché est le moteur de l'investissement industriel.

Le Maroc peut-il aussi jouer un rôle à l'échelle africaine ?

C'est l'un de nos objectifs. Nous avons conçu des tests adaptés aux maladies infectieuses qui frappent le continent : malaria, fièvre jaune, monkeypox. Aujourd'hui, nous discutons avec des clients en RDC, Sierra Leone, Rwanda, Côte d'Ivoire... Mais pour exporter, il faut que le produit soit reconnu au niveau national via le certificat de "free sale". Si l'État marocain ne fait pas confiance à ses industriels, il est difficile de convaincre les autres. Nous avons besoin de l'appui des autorités sanitaires et diplomatiques pour franchir ce cap, et positionner le Maroc comme fournisseur de référence pour l'Afrique.

Un événement comme la CAN 2025 peut-il jouer un rôle dans la valorisation de l'expertise sanitaire marocaine ?

Absolument. Cet événement est une opportunité pour montrer le savoir-faire du Maroc, pas seulement sur le plan logistique ou sportif, mais aussi dans la gestion des risques sanitaires. En Afrique, depuis 2022, près de 160 000 cas suspects et 46 000 cas confirmés de monkeypox ont été signalés, avec environ 1 900 décès suspects. Pour éviter toute propagation, il est essentiel de mettre en place des dispositifs de dépistage rapide aux frontières. La CAN 2025 doit aussi être un succès sanitaire. C'est une vitrine continentale pour démontrer que le Maroc peut aussi protéger. Nous sommes prêts à contribuer activement dès maintenant.

Que faut-il, selon vous, pour faire émerger des champions industriels de la santé au Maroc ?

Il faut de la confiance. Faire confiance aux industriels marocains, à leur rigueur, leur expertise, leur capacité à innover. Nous avons montré que nous pouvions répondre en temps réel à des menaces sanitaires. Il est temps que les politiques d'achat, les incitations et la reconnaissance suivent. La souveraineté ne se décrète pas, elle se construit, et le secteur privé en est un pilier. Nous sommes prêts. Il ne manque plus qu'un signal fort. ■

INNOVER POUR PRÉVENIR

La R&D au cœur de la stratégie de Gigalab

TESTS VIH, MALARIA, MONKEYPOX... DEPUIS LA PANDÉMIE, LES CAPACITÉS LOCALES DE DIAGNOSTIC SONT DEVENUES UN LEVIER STRATÉGIQUE DE SOUVERAINETÉ SANITAIRE. DANS CET ÉLAN, LE LABORATOIRE MAROCAIN GIGALAB MULTIPLIE LES INNOVATIONS EN RECHERCHE APPLIQUÉE, EN LIEN AVEC DES INSTITUTIONS LOCALES ET DES BESOINS SANITAIRES BIEN IDENTIFIÉS.

Dans un écosystème encore largement dépendant des importations, le pari de l'innovation locale reste un défi. À travers son engagement en R&D, Gigalab tente d'y répondre avec des solutions de dépistage pensées pour les réalités africaines. Un axe stratégique amorcé pendant la crise du Covid-19, avec la mise sur le marché d'un test salivaire accessible au grand public, développé en urgence et validé par les autorités sanitaires. Ce test, simple d'utilisation et produit localement, avait été salué pour sa contribution à la prévention communautaire. Depuis, le laboratoire s'est spécialisé dans la conception de tests rapides pour les maladies infectieuses majeures. VIH, paludisme, hépatites ou variole du singe : autant de pathologies pour lesquelles Gigalab a lancé des produits fabriqués localement. Le dernier en date, le GLD HIV-1+2, est le premier test VIH made in Morocco autorisé par l'Agence marocaine des médicaments et produits de santé. Il repose sur une technologie d'immunochromatographie et affiche un haut niveau de sensibilité, avec une production pouvant atteindre jusqu'à un million d'unités par mois. Au-delà des tests, Gigalab s'est également lancé dans la production de milieux de culture prêts à l'emploi, essentiels pour le contrôle microbiologique en médecine, pharmacie et industrie agroalimentaire. Une activité jusque-là entièrement tributaire des importations, notamment pendant les périodes de pénurie rencontrées lors de la pandémie. Désormais, plusieurs laboratoires marocains, publics et privés, s'approvisionnent localement.

LE CAS MONKEYPOX

Cette capacité de production repose aussi sur des partenariats ciblés. Le laboratoire collabore notamment avec la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé pour co-développer de nouveaux outils diagnostiques plus accessibles. Objectif : accélérer la réponse en cas d'épidémie, comme ce fut le cas pour le monkeypox. En moins de deux semaines après l'alerte lancée par l'OMS, Gigalab parvient à livrer un test fonctionnel, aujourd'hui utilisé dans les postes frontières du Royaume. D'après les essais menés en République démocratique du Congo, la solution marocaine pré-



sente une sensibilité largement supérieure à celle de certains tests américains et européens. Pour autant, les freins à l'innovation ne sont pas que techniques. L'entreprise déplore l'absence de préférence nationale dans les appels d'offres publics, et pointe le manque de dispositifs incitatifs permettant de consolider une production locale pourtant stratégique. Sans reconnaissance institutionnelle ni débouchés clairs, le risque est grand de voir ces efforts d'innovation rester marginaux, alors qu'ils pourraient contribuer à bâtir une réponse sanitaire durable, au Maroc comme sur le continent. ■

SOUVERAINETÉ SANITAIRE

Un hub marocain pour la santé en Afrique

ALORS QUE LE CONTINENT CHERCHE À SE DOTER DE VÉRITABLES CAPACITÉS DE RÉPONSE AUX CRISES SANITAIRES, LA COOPÉRATION SUD-SUD REPREND TOUT SON SENS. PIONNIER EN MATIÈRE DE SOUVERAINETÉ SANITAIRE, LE MAROC MULTIPLIE LES PARTENARIATS AVEC SES VOISINS AFRICAINS.

En pleine redéfinition de la souveraineté sanitaire africaine, le Maroc s'impose comme un partenaire de référence. Portée par des infrastructures en essor et une volonté politique affirmée, son expertise séduit jusque dans les laboratoires de Kinshasa.

"Le Maroc est en avance sur beaucoup de pays africains. Sous l'impulsion du roi, vous avez pris en main ce principe de souveraineté nationale dans le secteur de la santé", observe le professeur Jean-Jacques Muyembe, directeur général de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) en République démocratique du Congo, et virologue mondialement reconnu pour avoir co-découvert le virus Ebola en 1976. Preuve de cette reconnaissance, l'INRB a été chargé de valider les tests Covid développés au Maroc : d'abord les PCR, puis les tests rapides. *"Ce sont des exemples concrets de coopération Sud-Sud. Nous partageons les mêmes défis et devons trouver ensemble les solutions",* insiste Muyembe.

Cette collaboration s'inscrit dans une dynamique plus large de régionalisation de la santé. Si la pandémie a révélé les carences du continent en matière de réactifs, de médicaments ou de vaccins, elle a aussi accéléré une prise de conscience collective. *"Pendant le Covid, tout devait venir de Chine ou d'Europe. Or, dans les grandes pandémies, chacun garde ses stocks pour soi. C'est pourquoi l'Afrique doit se doter de ses propres capacités de production."*

DU NORD AU SUD

Cette exigence d'autonomie s'accompagne d'un changement profond dans les schémas de coopération. *"Habituellement, nos échanges étaient tournés vers le Nord, mais les priorités ne sont pas les mêmes.*

Aujourd'hui, nous avons besoin de partenariats Sud-Sud, avec des pays qui partagent nos réalités et nos urgences sanitaires", plaide Muyembe. Dans cette perspective, le Maroc incarne une alternative crédible, capable d'apporter un appui technique, industriel et réglementaire adapté aux besoins du continent. Pour les laboratoires africains, l'intérêt est double : bénéficier de solutions diagnostiques développées localement et accélérer leur déploiement en cas de crise. *"Grâce aux technologies acquises durant la pandémie, nous pourrions désormais adapter rapidement des tests pour de futures maladies, qu'il s'agisse d'antigènes ou d'acides nucléiques",* explique-t-il. L'objectif : ne plus subir les pandémies, mais y répondre efficacement avec des moyens endogènes. La production locale de vaccins et de traitements fait également partie de cette ambition. L'idée d'un écosystème de santé intégré, reposant sur des hubs régionaux interconnectés, gagne ainsi du terrain. Et le Maroc, avec ses capacités industrielles et sa stabilité réglementaire, apparaît comme une pièce maîtresse de ce puzzle sanitaire panafricain. ■

